



1. L'inspecteur du travail

- Il a pour rôles de **contrôler** l'application de la législation du travail, de **conseiller** et d'**informer** les employeurs et salariés sur leurs droits et obligations, de faciliter la conciliation amiable entre les parties lors de conflits collectifs.

2. Le service de prévention de la CARSAT (Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail)

- Il intervient dans la **prévention** des risques professionnels par des conseils, des formations et des contrôles.

3. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)

- Il est obligatoire dès lors qu'il y a **50 salariés** dans une entreprise. Il est composé du chef d'entreprise, ou de son représentant, et de membres du personnel, désignés par les membres du comité d'entreprise et les délégués du personnel, pour une durée de **quatre ans**.
- Le CHSCT a pour mission d'analyser les accidents du travail, de proposer des aménagements des postes de travail, de donner son avis sur le règlement intérieur, de proposer des actions de formation, etc.

Remarque : depuis le 1^{er} janvier 2018 et pour toutes les entreprises à compter du 1^{er} janvier 2020, les DP, le CE et le CHSCT fusionnent pour former un **comité social et économique** (CSE). Jusqu'au 31 décembre 2019 au plus tard, les instances représentatives du personnel sont composées des DP et du CE.

4. Le service de santé au travail

- Le service de santé au travail a pour mission exclusive d'éviter toute altération de la santé des salariés du fait de leur travail.

5. Le Défenseur des droits

- Il est saisi en cas de **discrimination au travail**. Il traite les réclamations individuelles et soutient les victimes. Les discriminations au travail peuvent être fondées sur l'origine, les mœurs, l'âge, la situation de famille, le handicap, etc.

6. Le conseil de prud'hommes

- C'est le seul tribunal compétent pour **régler les litiges individuels entre employeurs et salariés** (ou apprentis) **nés du contrat de travail** ou d'apprentissage (congrés payés, salaire, licenciement individuel, durée du travail, sanctions, etc.).